



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 2138

Texte de la question

SITUATION DES KURDES

M. le président. La parole est à M. Malek Boutih, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Malek Boutih. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Il y a quinze jours, le Premier ministre informait le Parlement de la participation de notre pays à la coalition qui combat Daesh. La France, dans ce combat, ne prête pas seulement main-forte à ses alliés ; elle agit au nom de ses responsabilités internationales, dans la défense de ses intérêts et pour ses valeurs.

En cela, nous sommes dans la continuité de notre participation à la première coalition intervenant en Irak, où notre pays, sous l'autorité de François Mitterrand, avait apporté des réponses politiques essentielles pour le déroulement du conflit et de l'après-guerre, obtenant ainsi la création d'une région autonome kurde après les massacres dont ils furent victimes.

Près de vingt ans après, alors que, partout, les djihadistes voyaient armée régulière et fractions armées s'enfuir en abandonnant population et matériel, les Kurdes, eux, résistent. Ce sont eux qui ont ouvert un corridor permettant aux Yézidis d'échapper à Daesh.

Aujourd'hui, les Kurdes de Syrie sont menacés. À coups de blindés et d'artillerie lourde, Daesh fait tomber les uns après les autres les villages kurdes, poussant des centaines de milliers de réfugiés vers l'exil.

Il ne reste aujourd'hui qu'une ville, Kobané, une ville où des milliers de Kurdes mènent le combat quartier par quartier, rue par rue, sous les ordres d'une femme, Mme Narine Efrine, commandante en chef des forces locales. Ils combattent pour eux, mais aussi pour nous, contre notre ennemi commun.

La bataille de Kobané est essentielle. Derrière le sort d'une ville se jouent celui des peuples de la région et, en partie, l'issue du conflit.

Les Kurdes ne demandent pas que nous fassions la guerre à leur place, mais il leur faut de l'aide, et particulièrement des armes antichars pour faire face aux blindés de Daesh. Kobané ne doit pas tomber. Il faut les aider à battre les djihadistes pour briser l'élan de ces derniers, briser la peur et l'image de toute puissance qu'ils veulent imposer.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, allons-nous abandonner les Kurdes de Syrie, victimes de calculs diplomatiques, comme tant d'autres minorités, dont les Arméniens ? Allons-nous laisser tomber Kobané ?

Monsieur le ministre des affaires étrangères, la France peut-elle apporter une aide militaire concrète aux combattants kurdes de Syrie ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Monsieur le député, les drapeaux noirs des terroristes de Daesh flottent désormais aux abords de Kobané, ville kurde située à la frontière entre la Syrie et la Turquie.

Malheureusement, rien n'a encore pu endiguer l'assaut de Daesh contre cette ville, ni la proximité des forces turques, qui sont à quelques kilomètres, et qui ont accueilli depuis plusieurs jours 200 000 réfugiés, ni les avions de la coalition américano-arabe, dont les frappes n'ont pas pu stopper l'avancée terroriste.

C'est donc, comme vous l'avez dit, une tragédie qui se joue à Kobané, et nous devons tous réagir.

Pour sa part, la France a fait le choix clair d'intervenir militairement en Irak, d'abord en livrant des armes aux Kurdes, que menaçait un désastre de même nature, puis en engageant notre aviation en soutien à l'armée irakienne.

Pour Kobané, nous nous mobilisons. Ce matin même, j'ai appelé mon homologue turc, et le Président de la République française fera de même avec le Président turc cet après-midi, pour évoquer avec lui les réactions qui s'imposent face à l'urgence de la situation.

Par ailleurs, nous sommes en contact étroit avec les États-Unis, qui ont conduit, qui vont conduire des frappes dans cette région du nord de la Syrie.

Enfin, nous renforçons notre propre coopération avec les forces armées qui, sur le terrain, combattent Daesh.

Beaucoup se joue à Kobané. Tout doit être fait pour que les terroristes de Daesh soient stoppés puis repoussés. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

Données clés

Auteur : [M. Malek Boutih](#)

Circonscription : Essonne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2138

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 octobre 2014](#)